

*Approvisionnements d'énergie—Loi*

goussets de la haute finance. Monsieur le président, il faudra un jour mettre un terme à cela.

[Traduction]

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, je ne vois pas l'intérêt de discuter du bill C-236 un vendredi après-midi alors qu'on sait déjà dans quel sens on votera lundi prochain. Je ne puis m'empêcher de penser, en songeant à cette loi d'urgence, qu'on pourrait accuser le gouvernement de prendre un canon pour tuer une mouche. Le gouvernement n'a pas prouvé que la crise de l'énergie était suffisamment grave au Canada pour justifier actuellement une telle ingérence dans les droits du secteur privé, des détaillants, des grossistes ou des provinces. Le gouvernement n'a pas justifié qu'il avait besoin de pouvoirs aussi étendus pour répondre aux besoins actuels du pays. Nous ne devrions pas nous empêcher d'enlever aux particuliers tous leurs droits simplement pour régler ce problème, même s'il est important, car cela ne pourrait à la longue qu'aggraver les choses. Nous venons d'adopter le bill sur les investissements étrangers que de nombreux députés n'ont pas jugé très important, mais qui va permettre au gouvernement d'enlever aux régions du Canada le peu de contrôle qu'elles avaient.

Avant d'adopter ce bill, on devrait mener une enquête approfondie au sujet de la crise de l'énergie au Canada pour en déterminer l'étendue réelle. On nous répète que cette crise de l'énergie est due au transport et à la distribution plutôt qu'à la production. A court terme c'est certainement vrai, mais elle a une portée bien plus grave à long terme. Je ne pense pas que le premier ministre (M. Trudeau) ait donné une réponse à cela hier.

Nous avons entendu les critiques du NPD qui ont prétendu que la décision du gouvernement Diefenbaker avait contribué à causer la pénurie de pétrole en instituant la ligne Borden et en ne prolongeant pas le pipe-line jusqu'à Montréal. Sans l'établissement de la ligne Borden, nous n'aurions pas eu de marché pour le pétrole de l'Ouest si ce n'est celui des États-Unis, et l'industrie pétrolière de l'Ouest n'aurait pas pu se développer. Il y en a qui insinuent que cela a coûté très cher à l'Ontario peut-être 500 millions de dollars en dix ans. Mais peut-être que pour replacer les choses dans leur contexte, je devrais rappeler aux députés que les consommateurs canadiens réaliseront pour cette seule année des profits jusqu'à concurrence de 150 millions de dollars grâce aux remises sur le blé et le fourrage qui sont consenties aux producteurs de l'Ouest au profit des consommateurs qui résident pour la plupart dans l'Est de l'Ontario.

● (1450)

Nous avons tellement entendu de déclarations contradictoires, monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la pénurie réelle ou probable d'approvisionnements que nous avons droit à une évaluation exacte de la situation par le gouvernement. S'il doit y avoir une grave pénurie dans les Maritimes et à Montréal, laissons le gouvernement nous faire part de ses découvertes et de son analyse le cas échéant.

Maintenant, que dire au sujet de la possibilité de reprise des approvisionnements en pétrole étranger. Il est fort probable que le chantage des pays arabes avec le pétrole ne pourra pas durer indéfiniment; il durera probablement jusqu'à la fin de l'hiver. Si l'on évalue la situation au Moyen-Orient, on est forcé de se rendre compte que la Syrie et l'Égypte, les Républiques arabes, sont actuellement dans une situation très précaire et que la force du monde arabe est passée aux monarchies. La Jordanie n'a

[M. Latulippe.]

guère participé à la lutte. Les rois arabes tremblent certes pour leurs monarchies et ont bien plus peur des républiques arabes que d'Israël. Ils savent aussi qu'ils peuvent que le boycottage pétrolier des pays arabes a déjà déclenché les mesures nécessaires pour nous rendre très indépendants devant les exigences des Arabes.

Nous devons savoir, à quelle situation ce bill doit faire face à brève échéance et nous voulons savoir quels seront les pouvoirs du gouvernement et quels sont les objectifs. Peut-on critiquer l'Office pour son manque d'indépendance? Il régit des milliers de produits. Personne ne s'opposera à une répartition et une réglementation raisonnables si cela est nécessaire mais il faut que l'on sache exactement quelle est l'ampleur de la crise immédiate.

Monsieur l'Orateur, pour ce qui est de la crise à long terme, certains y voient un tournant dans le mode de vie des habitants de notre continent. Les conservationnistes ont accusé les Américains, qui représentent 8 p. 100 de la population mondiale, d'utiliser 33 p. 100 de l'énergie mondiale. D'une façon ou d'une autre, beaucoup de Canadiens accusent ainsi les Américains mais ils oublient qu'il en va de même chez nous, que nous faisons partie du continent nord-américain et que si le mode de vie change aux États-Unis, il changera chez nous également. Les marchés des valeurs ont déjà réagi en enregistrant la baisse la plus spectaculaire depuis la grande crise et la dégringolade continue. Comme on considère que l'économie nord-américaine est assujettie dans une proportion de 40 p. 100 à l'industrie automobile, tout changement radical aura nécessairement des répercussions graves sur notre économie.

Il y en a qui affirment qu'en maintenant le prix du fuel à un niveau très inférieur à celui des prix mondiaux nous pourrions d'une certaine façon nous isoler de ceux-ci et continuer d'avoir une économie prospère. Il y en a qui affirment qu'en empêchant, d'une certaine façon, l'exportation de l'énergie, nous pourrions avoir un approvisionnement à très bon marché et nous isoler de l'économie nord-américaine. Monsieur l'Orateur, on ne saurait agir ainsi qu'à court terme sans porter gravement préjudice à nos propres ressources énergétiques. Le maintien du prix du pétrole et du gaz à un niveau si bas, alors que c'est une denrée si précieuse, ne peut qu'augmenter la fuite de l'approvisionnement assez limité de pétrole et de gaz à bon marché de notre pays.

Voici un détail qui m'a toujours beaucoup intéressé: lorsqu'une famille de ruraux, pour une raison quelconque devait accepter l'assistance sociale, l'agent du bien-être commençait toujours par lui faire jeter le poêle à bois pour le remplacer par un poêle à mazout; ainsi la famille était considérée comme démunie. Le rationnement par le prix est certainement l'une des méthodes les plus efficaces pour réduire la consommation de denrées très précieuses comme le pétrole et le gaz et, si nous voulons sérieusement préserver ces denrées essentielles, nous devons permettre le rationnement par le prix.

Si nous nous inquiétons des difficultés que peuvent entraîner des hausses considérables et soudaines des prix, nous pourrions envisager de doser les augmentations de prix et d'accorder de l'aide financière aux groupes défavorisés. Après tout, c'est ce que nous faisons pour les denrées alimentaires. Il y a eu une hausse très forte des prix de ces produits, mais personne n'a proposé que nous les bloquions parce qu'on s'est rendu compte que ces augmentations s'imposaient si l'on voulait avoir de quoi manger. Il y en a qui prétendent que nous devrions éviter de brûler les